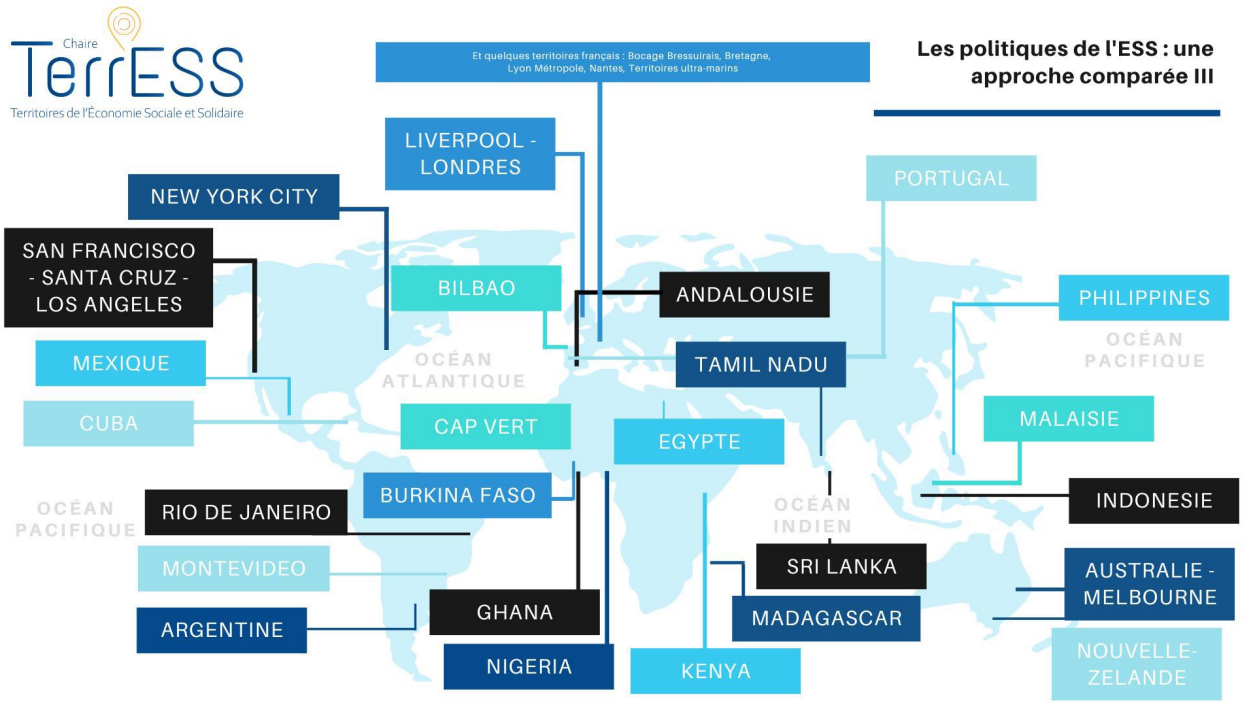
INTERNATIONAL

# Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



# Mexique

Par Sabrina CASALE, Paola PERSICHINO, Rosanna PREVETE, Adolfo VILLARREAL et Lisa VOLPIN

## (1) Structure et champ d'application de l'ESS

Dans la structure économique mexicaine, l'économie sociale et solidaire revêt une grande importance. Ce domaine au Mexique repose sur un système socio-économique qui favorise la propriété commune, l'assistance mutuelle et le respect entre individus (Article 25 de la Constitution politique des États-Unis mexicains). En renforçant le rôle du collectif, ce dispositif a instauré diverses organismes associatifs responsables de satisfaire les exigences de leurs membres et des communautés locales.

Historiquement, le mot « économie sociale » a fait son apparition en Amérique latine sous d'autres dénominations, comme économie « solidaire » ou « de la solidarité ». L'expression officielle « économie sociale » ne fut utilisée qu'à compter des années 70 et 80, dans un contexte de disparités sociales, marqué par des crises économiques et des politiques néolibérales (CIRIEC, 2018). Aujourd'hui, le gouvernement mexicain, a travers diverses initiatives comme l'Institut National de l'Économie Sociale (INAES), se prépare à redynamiser ce secteur dans le but d'appuyer la progression économique et sociale du pays.

Les organismes qui s'occupent actuellement de la croissance de ce secteur au Mexique sont multiples. La loi sur l'économie sociale et solidaire (LESS) désigne les organismes du secteur social de l'économie (OSSE), considérées comme les plus influentes dans ce secteur. Selon le GSEF 2021, ces organismes incluent les « eijdos », qui sont des propriétés foncières communautaires, les communautés autochtones, les coopératives, les syndicats et toutes les coopératives sociales responsables de la garantie des biens et services essentiels. Aujourd'hui, le Mexique compte environ 31.980 eijdos et communautés, qui occupent 53 % du territoire national. Les organismes qui s'occupent de l'ESS au Mexique sont 61.000 et représentent plus de 4,4 millions de travailleurs, soit 10 % des emplois présents dans tout le pays, selon les chiffres datant de 2018 (OCDE, 2022).

D'un point de vue économique, l'ESS a apporté environ 1,6 % du PIB mexicain (INEGI, n.d.). D'après les graphiques de l'OCDE (2022) sur 15.705 activités économiques enregistrées en 2018, le 75,2 % est constitué de coopératives, d'entreprises sociales et communautaires. Au contraire, les mutuelles et autres entités représentent une proportion moindre des statistiques, un pourcentage de 4 %. Ces unités représentent une multitude d'emplois, parmi lesquels 19,2 % sont occupés par des femmes. Par ailleurs, le même graphique met en évidence que 59,8 % des employés ne bénéficient pas de rémunération, contrairement à 40,2 % qui travaillent régulièrement.

Par conséquent, au Mexique, l'ESS se démarque pour son intégration des communautés locales dans un processus de développement économique potentiellement durable, qui valorise les principes de solidarité, de justice sociale et d'inclusion. En reconstruisant le cadre institutionnel et juridique, économique et politique qui entoure l'économie sociale et solidaire mexicaine, ce texte cherchera à donner une perspective générale sur la situation actuelle et future de ce secteur au Mexique.

### (2) Cadre institutionnel et juridique et écosystème de soutien à l'ESS

Au Mexique, des cadres juridiques pour soutenir le développement de l'ESS existent aux niveaux national et infranational. L'ESS est réglementée à la fois dans son ensemble et par des réglementations spécifiques dédiées aux entités juridiques individuelles qui en font partie. Pour établir un cadre général applicable à toutes les organisations de l'ESS, la Loi sur l'économie sociale et solidaire a été adoptée en 2012. Cette loi définit les objectifs, principes et valeurs de l'ESS.

En outre, elle établit et règle des institutions chargées de promouvoir et développer l'économie sociale et solidaire au Mexique (OECD Global Action & European Union, 2022). En effet, l'Institut National de l'Économie Sociale (INAES) a été créé à travers cette loi. Cet institut est un organe administratif décentralisé du ministère de la Protection sociale, chargé de la promotion et du développement du secteur social de l'économie dans le pays, et à partager ses connaissances au niveau mondial, en rendant l'économie sociale plus visible (Institut national d'économie sociale (National Institute of Social Economy (INAES), n.d.).

Les administrations locales, par l'adoption de règlements et de programmes complémentaires, jouent un rôle très important dans la promotion de l'ESS (Poirier et al., 2016). Par exemple, le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi (STyFE) de la ville de Mexico a mis en œuvre des politiques qui soutiennent les coopératives et d'autres entités ESS à travers des soutiens financiers, des programmes de renforcement des capacités, et la mise en place des réseaux pour faciliter la collaboration entre les organisations de l'ESS (Rojas Herrera & Cañedo Villarreal, 2020).

De plus, les gouvernements des États et les municipalités participent également aux Nodos de Impulso a la Economía Social y Solidaria (NODESS). Ce réseau est composé d'alliances territoriales volontaires impliquant au moins trois acteurs locaux, dont l'INAES, le ministère de l'Éducation publique, des universités publiques et privées et les gouvernements sous-nationaux. Son objectif est de construire des écosystèmes ESS dans les territoires locaux, afin de concevoir des solutions territoriales pour répondre aux besoins des communautés (De La Economía Social, s.d.).

En plus, les entités nationales et locales collaborent pour mettre en œuvre des cadres nationaux d'ESS par des actions localisées; l'INAES fournit des lignes directrices, des ressources et un soutien généraux à l'échelle nationale, tandis que les gouvernements locaux les adaptent et les mettent en œuvre afin de répondre à des besoins locaux spécifiques. Ainsi, l'ESS contribue à générer emploi, revenu et bien-être dans les communautés où elle se développe.

Pour renforcer ces efforts, des programmes complémentaires ont été mis en place. Par exemple, le programme Oportunidades, qui consiste dans un transfert d'argent conditionnel, a directement contribué à améliorer les niveaux de vie en augmentant le taux de scolarisation et la santé, qui influencent également l'employabilité et la pauvreté des beaucoup des familles (Social Protection in Mexico: Great Opportunities and a New Big Challenge Ahead, 2013).

### (3) Co-construction de la politique et acteurs concernés

Le développement de l'économie sociale et solidaire a été un processus de co-construction au Mexique, bien que d'une ampleur et d'une inclusivité variables selon la région ou l'initiation. La

co-construction des politiques publiques est comprise comme l'interaction entre les différentes parties prenantes, y compris les agences gouvernementales, la société civile, d'autres universitaires et les acteurs privés dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. Les processus de co-construction se sont principalement produits dans des projets décentralisés, en particulier au niveau régional ou municipal. Un exemple est le travail des coopératives et des organisations communautaires indigènes pour co-former des politiques locales qui respectent les éléments des principes de l'ESS. Ces acteurs, ainsi que les gouvernements locaux, ont soutenu la rédaction d'initiatives orientées vers le développement durable, la démocratisation de la communauté et la réduction de la pauvreté.

Les principales parties prenantes impliquées dans l'élaboration des politiques de l'ESS au Mexique comprennent les suivants. Au niveau fédéral, ou historiquement, le ministère de l'Économie et ses départements ont été chargés d'élaborer des politiques concernant les coopératives et les micro-entreprises. Il y a les gouvernements locaux, Etats tels que Oaxaca et Chiapa qui ont été à l'initiative de l'inclusion des initiatives ESS dans les plans de développement régional. Une autre partie importante c'est les agences et programmes qui sont fait par des institutions telles que l'Institut national de l'économie sociale (Instituto Nacional de la Economía Social, INAES).

Au Mexique les organisations de la société civile fonctionnent comme des intermédiaires qui reçoivent et transmettent les fonds des donateurs des communautés de base au gouvernement. Dans certains cas, ils aident à définir l'ordre du jour, en parlant de questions telles que l'inégalité économique, l'accès aux ressources et les pratiques pour un développement durable.

Les organismes de recherche et les études universitaires, ainsi que l'analyse des impacts des ESS et des recommandations fondées sur des preuves pour la mise à l'échelle sont faites par les universités et les instituts de recherche pour contribuer à la formulation de la politique. Juste comme les dernières organisations autonomes du gouvernement, le secteur privé a eu la participation de certains acteurs privés et d'entreprises sociales aux discussions sur les ESS, en particulier sur l'accès au marché, l'innovation et le financement.

Des différents types de consultations publiques font partie de la voix des différents processus pour la formulation publique, par exemple les autorités municipales s'associent aux coopératives communautaires dans l'exécution de ces programmes. La plupart des évaluations sont menées par des organismes universitaires ou indépendants et des mécanismes d'évaluation participative émergent, plutôt que des organisations gouvernementales.

### (4) ESS dans les secteurs du développement économique et des politiques publiques

Comme déjà vu, l'ESS est intégrée aussi dans les politiques publiques et les plans de développement, notamment les Plans Nationaux de Développement (PND), et il met l'accent sur l'inclusion sociale et la croissance économique locale.

L'ESS a un impact particulier sur les politiques rurales, en se concentrant sur les « ejidos » et les systèmes de gestion des terres communales qui permettent aux petits producteurs et aux groupes indigènes d'administrer collectivement les ressources. Les programmes de promotion des pratiques agricoles durables et de certification du commerce équitable ont bénéficié à des coopératives telles que celles qui produisent du café et du miel au Chiapas et à Veracruz, qui ont désormais accès à des marchés plus vastes et à des revenus plus élevés.

L'inclusion sociale est un autre domaine clé dans lequel l'ESS est active. Des initiatives telles que Bienestar et les banques communautaires fournissent des transferts d'argent conditionnels et des services de microfinance aux populations vulnérables. Ces programmes permettent aux communautés de développer des micro-entreprises et de participer aux activités économiques locales. Par exemple, des coopératives de femmes à Oaxaca ont utilisé la microfinance pour créer des entreprises de textile et d'artisanat, préservant ainsi l'art traditionnel tout en créant des moyens de subsistance durables.

L'éducation et le renforcement des capacités font partie intégrante du succès de l'ESS. L'INAES propose des programmes de formation qui améliorent les compétences opérationnelles et financières des coopératives, tandis que les programmes d'enseignement rural intègrent de plus en plus la prise de décision collective et les principes de durabilité. Un exemple notable est celui de la coopérative indigène Mixe à Oaxaca, qui propose des ateliers sur l'agriculture biologique, l'alphabétisation financière et le leadership communautaire.

En effet, l'économie sociale et solidaire (ESS) mexicaine contribue de manière significative à plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD) en promouvant des pratiques équitables, inclusives et durables. Les initiatives de l'ESS soutiennent directement l'ODD 1 (Pas de pauvreté) grâce à des programmes tels que Bienestar. Conformément à l'ODD 2 (Faim « zéro »), l'ESS soutient les « ejidos » et encourage l'agriculture durable et la certification du commerce équitable. L'ODD 5 (Égalité entre les sexes) est abordé en donnant la priorité à la participation des femmes dans les coopératives et les entreprises sociales, en les autonomisant économiquement et socialement afin de réduire les disparités entre les sexes. L'ESS favorise la création d'emplois et la croissance économique inclusive (ODD 8) en soutenant les coopératives et les petites entreprises, en particulier dans les zones rurales mal desservies. Les programmes ciblent également l'ODD 10 (Inégalités réduites) en autonomisant les groupes indigènes et marginalisés par le biais d'initiatives de microfinance et d'inclusion sociale.

Sur le plan environnemental, l'ESS s'aligne sur les objectifs de développement durable par le biais de l'écotourisme, de projets communautaires d'énergie renouvelable et de programmes de conservation. À Puebla, la coopérative Tosepan associe l'agriculture biologique à la reforestation et à l'écotourisme, luttant ainsi directement contre la déforestation et procurant des revenus aux familles locales. De même, au Chiapas, des initiatives d'écotourisme gérées par la communauté se concentrent sur la préservation de la biodiversité dans des zones protégées (ODD 11, Villes et communautés durables ; ODD 13, Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ; ODD 15, Vie terrestre).

L'économie sociale et solidaire (ESS) joue un rôle central dans le développement socio-économique du Mexique, car elle cherche à instaurer une société plus équitable et inclusive. Dans ce document, l'ESS au Mexique a été examinée sous différents angles.

Juridiquement, la création, en 2012, de l'Institut national de l'économie sociale (INAES) a été un élément essentiel pour consolider la place de l'ESS dans les politiques publiques et les objectifs de développement durable (ODD).

Cette approche bénéficie directement aux secteurs de l'agriculture durable, de l'économie circulaire et des services sociaux en favorisant l'égalité entre les sexes, en intégrant les communautés autochtones et en préservant l'environnement.

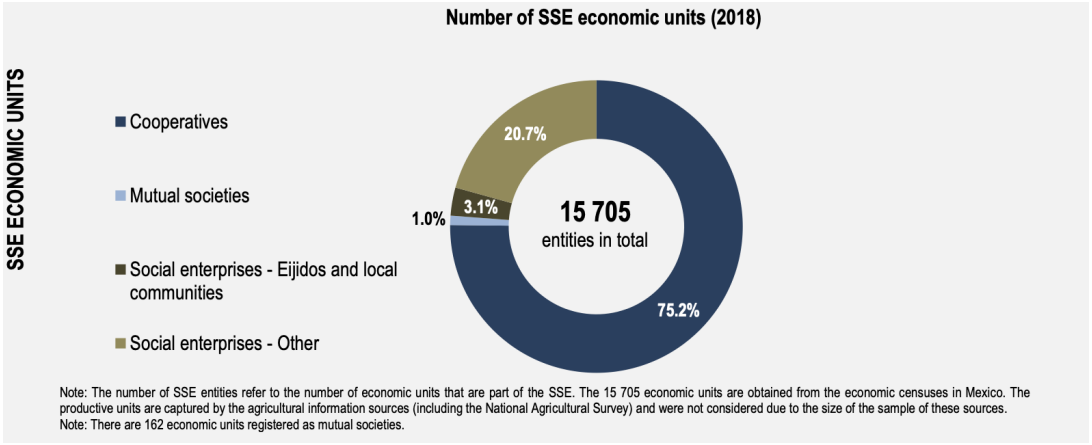
Cependant, l'ESS reste un système imparfait avec une économie informelle, des financements insuffisants et une visibilité publique faible.

En conclusion, bien que l'ESS soit un levier stratégique pour un développement inclusif et durable au Mexique, une meilleure coordination au sein de l'administration mexicaine est essentielle à sa consolidation dans les politiques publiques. Des exemples concrets tels que le renforcement des partenariats public-privé, l'accès aux marchés publics et la promotion des entreprises sociales peuvent devenir essentiels pour lutter contre les inégalités sociales qui persistent.

**ANNEXES**

## Annexe 1 : Unités économiques de l'ESS

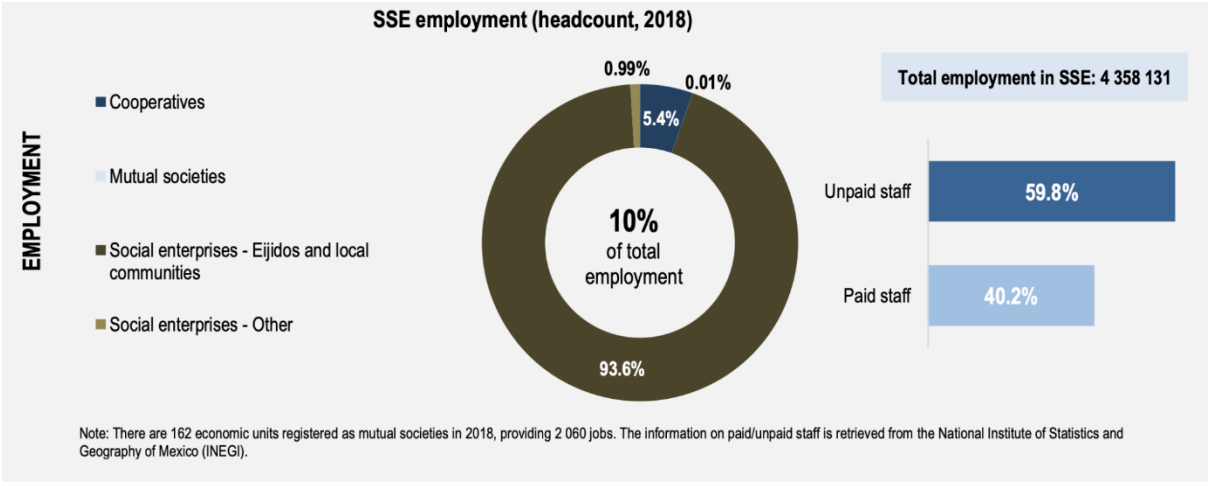
Cette annexe a été choisie pour montrer les activités économiques incluses dans le projet ESS.




Source https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/topics/policy-sub-issues/social-economy-and-social-innovation/country-fact-sheets/country-fact-sheet-mexico.pdf

## Annexe 2 : Emploi dans l'ESS

Cette annexe montre l'emploi total dans l'ESS au Mexique.




Source https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/topics/policy-sub-issues/social-economy-and-social-innovation/country-fact-sheets/country-fact-sheet-mexico.pdf

## Annexe 3 : Les organismes de l'ESS au Mexique

Cette annexe montre la subdivision des différents organismes présentés au Mexique. On peut voir comment les « ejidos » constituent la majorité des organismes, en comparaison aux autres organismes qui sont de nombre bien minoritaires.

| Organismes du secteur de l'économie sociale | Nombre estimé en 2014 |
|---|---|
| Ejidos | 29 555 |
| Sociétés de production rurale | 9 471 |
| Unions de ejidos | 6 426 |
| Coopératives de production et de consommation | 3 059 |
| Communautés | 2 359 |
| Sociétés de solidarité sociale | 1 744 |
| Unions de crédit | 1 680 |
| Caisses d'épargne de travailleurs | 1 540 |
| Total des organismes du secteur de l'économie sociale | 60 943 |

Source

https://www.erudit.org/en/journals/recma/2015-n335-recma01695/1028536ar/

**BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAPHIE**

CIRIEC. (2018). *La economía social en España : Balance de una década.* http://ciriec.es/wp-content/uploads/2018/09/COMUN-188-T16-IZQUIERDO.pdf

De La Economía Social, I. N. (n.d.). *Nodos de Impulso a la Economía Social y Solidaria NODESS.* gob.mx. https://www.gob.mx/inaes/acciones-y-programas/nodos-de-impulso-a-la-economia-social-y-solidaria-nodess-233732

Fernández, L. (2021). *Regards sur l'économie sociale et solidaire au Mexique.* Secrétariat de la Gouvernance. https://generaconocimiento.segob.gob.mx/sites/default/files/document/biblioteca/334/20210701-miaradassobrela-fernandez.pdf

Gouvernement du Mexique. (2019). *Plan National de Développement 2019-2024.* https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/487316/PND_2019-2024.pdf

INAES. (n.d.). *Économie sociale et objectifs de développement durable.* Gouvernement du Mexique. https://www.gob.mx/inaes/articulos/economia-social-y-objetivos-de-desarrollo-sostenible?idiom=es

INEGI. (2018). *Étude de cas sur l'économie sociale au Mexique, 2013 et 2018.* https://www.inegi.org.mx/contenidos/productos/prod_serv/contenidos/espanol/bvinegi/productos/nueva_estruc/889463908296.pdf

Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI). (n.d.). *Estudio de caso de la economía social de México, 2013 y 2018.* INEGI. https://www.ine.pt/xportal/xmainxpid=INE&xpgid=ine_destaques&DESTAQUESdest_boui=379957751&DESTAQUESmodo=2

Lietaert, M., & Pensa, C. (2021). Social and solidarity economy in Mexico : A response to the challenges of globalisation. *Sustainability, 10*(5), 149. https://doi.org/10.3390/su10050149

Local Futures. (2020, March 10). *Unión de Cooperativas Tosepan.* Medium. https://localfutures.medium.com/uni%C3%B3n-de-cooperativas-tosepan-58f9d96086ec

National Institute of Social Economy (INAES). (n.d.). https://www.gsef-net.org/en/node/27841

OECD. (2020). *Country Fact Sheet : Mexico.* Organisation for Economic Co-operation and Development. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/topics/policy-sub-issues/social-economy-and-social-innovation/country-fact-sheets/country-fact-sheet-mexico.pdf

OECD. (2022). *Country Fact Sheet : Mexico - Social Economy and Social Innovation.* Organisation for Economic Co-operation and Development. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/topics/policy-sub-issues/social-economy-and-social-innovation/country-fact-sheets/country-fact-sheet-mexico.pdf

Pérez, G. (2014). The rise of cooperatives in Mexico and their impact on local development. *Development Studies Review, 12*(3), 234–248. https://www.jstor.org/stable/43296468

Plan Nacional de Desarrollo. (2019). https://www.effectivecooperation.org/system/files/2022-02/10042_0.pdf

Poirier, Y. (2016). *Legal and political recognition of social solidarity economy (SEE) : An overview on SSE public policies and guidelines.* https://base.socioeco.org/docs/legal-and-political-recognition-sse-poirier-january-2016-en.pdf

Rojas Herrera, J. J., & Cañedo Villarreal, R. (2020). Policies to promote social and solidarity economy: A case study of Mexico City. In United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD), *UNRISD Working Paper* (No. 2020–7). United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD). https://www.econstor.eu/bitstream/10419/246245/1/WP2020-07.pdf

Social protection in Mexico: great opportunities and a new big challenge ahead. (2013, October 30). *World Bank.* https://www.worldbank.org/en/news/feature/2012/12/20/social-protection-in-mexico-great-opportunities-and-a-new-big-challenge-ahead

United Nations. (2021). *Mexico Partnership Landscape.* Sustainable Development Goals. https://sdgs.un.org/sites/default/files/2021-09/Mexico%20Partnership%20Landscape%20reduced.pdf